

*Le budget—M. MacLaren*

ble. Maintenant, ce sont tous les Canadiens qui vont devoir faire les frais de sa mauvaise gestion.

Au moment de son élection il y a quatre ans, le gouvernement a déclaré qu'il poursuivrait trois objectifs majeurs pour réduire le déficit. Il n'en a pas atteint un seul.

Son premier objectif était de réduire le déficit budgétaire d'une tranche toujours plus considérable chaque année. Pourtant, le ministre des Finances (M. Wilson) a maintenant déclaré que le déficit serait d'environ 30 milliards de dollars cette année, soit plus de 2 milliards de plus qu'il y a deux ans. On n'a aucune certitude que le gouvernement atteindra l'objectif de 30,5 milliards de dollars qu'a fixé le ministre pour l'an prochain.

Le ministre a prévu que le taux de croissance de l'économie serait de 3 p. 100, chiffre optimiste qui a été accueilli avec le plus grand scepticisme. Le déficit est plus considérable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a deux ans. Cela ne constitue pas une réduction considérable. En fait, c'est une réduction nulle. Par conséquent, le gouvernement a échoué lamentablement dans l'objectif principal qu'il s'était fixé.

Par ailleurs, le gouvernement avait pour deuxième objectif avoué de réduire la croissance de la dette publique à un niveau inférieur à la croissance de l'économie. Lorsque le gouvernement a assumé le pouvoir en 1984, la dette atteignait 170 milliards de dollars. Aujourd'hui, elle atteint 320 milliards, soit une augmentation de près de 90 p. 100. La dette continue de croître plus rapidement que l'économie. Le dette du gouvernement représente maintenant plus de 56 p. 100 de notre produit national brut. Elle ne représentait que 45 p. 100 lorsque le gouvernement a pris le pouvoir. Par conséquent, le gouvernement a également échoué dans son deuxième objectif.

Le troisième objectif du gouvernement consistait à faire du contrôle des dépenses et d'une bonne gestion le but principal de son programme de restrictions financières. En d'autres termes, il s'agissait pour lui de réduire le déficit en comprimant les dépenses au lieu d'accroître les impôts. Pourtant, depuis quatre ans, les augmentations d'impôt sont presque aussi importantes que les compressions de dépenses. Le gouvernement conservateur impose aux Canadiens les augmentations d'impôt les plus élevées de notre histoire. Les Canadiens sont donc victimes d'une désindexation partielle de l'impôt sur le revenu; d'une surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu, qui a maintenant été portée à 5 p. 100; d'une augmentation de la taxe de vente qui est passée de 9 à 12 p. 100 et qui va dorénavant s'établir à 13,5 p. 100; d'une taxe de 10 p. 100 sur les appels interurbains, qui a maintenant été portée à 11 p. 100; d'une augmentation de 5c. le litre d'essence, qui sera dorénavant de 7c; d'un accroissement des taxes sur les transports aériens qui n'apporte aucune amélioration de la sécurité aérienne. Cette liste n'est qu'un

échantillon des augmentations d'impôts auxquelles les conservateurs ont procédé.

Ces augmentations ont-elles été réparties équitablement entre tous les contribuables? Non. Le Conseil national du bien-être social a publié récemment une étude montrant qu'au cours des quatre années de mandat conservateur, l'impôt sur le revenu d'une famille pauvre de travailleurs a augmenté de 60 p. 100. Dans le cas des familles à revenu moyen, l'augmentation a été de 17 p. 100, et elle s'est établie à 6 p. 100 seulement pour les familles disposant d'un gros revenu.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. MacLaren:** Depuis quatre ans, on assiste à des augmentations importantes d'impôt. A la suite du dernier budget, un salarié moyen paiera 700\$ de plus d'impôt par année. Ainsi, la famille en question paie maintenant 2 000\$ de plus en impôt, depuis que le gouvernement conservateur a été élu.

Du fait de ce bilan et de tous ces impôts qui ne cessent d'être appliqués, je peux fort bien comprendre que le ministre des Finances n'ait pas repris dans le présent budget la promesse qu'il avait faite durant la campagne électorale de 1984, alors qu'il s'était engagé à ne pas augmenter les impôts. Le troisième objectif du gouvernement s'est également soldé par un échec.

Le ministre réduit les dépenses du gouvernement et augmente les impôts. Il prédit un ralentissement de l'économie ainsi qu'un accroissement de l'inflation et du chômage. Cela conduit tout droit à une récession. Le gouvernement ne peut d'une part, réduire ses dépenses, accroître les impôts et augmenter les taux d'intérêt et espérer d'autre part que la croissance économique se maintiendra à 3 p. 100 cette année.

Les taux d'intérêt réels sont trop élevés, à tel point qu'ils contribuent eux-mêmes à favoriser l'inflation. Ce sont l'une des principales raisons pour laquelle le déficit pose un problème. Ce dernier, cependant, ne découle pas du fait que le gouvernement consacre trop aux programmes sociaux, au développement régional, à l'enseignement, au logement et à la formation. Il s'explique plutôt par l'inaction du gouvernement, qui ne prend pas les mesures voulues pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau acceptable.

La Banque du Canada, sensible au moindre présage d'inflation, a progressivement haussé les taux d'intérêt au cours des deux dernières années afin d'amoinrir les pressions inflationnistes. Ces pressions, comme les premiers ministres provinciaux l'ont dit et l'ont répété, se manifestaient et se manifestent toujours dans le Canada central. Comme le gouvernement n'a pas proposé d'orientation financière, il ne restait qu'un moyen brutal, la politique monétaire, pour juguler l'inflation dans une économie déjà caractérisée par des écarts énormes dans les niveaux de chômage.